ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-1129

présenté par
M. Meurin

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 26, insérer l'article suivant:**

I. – Au début de la sous-section unique de la section 1 du chapitre I^{er} du titre II du livre IV du code des impositions sur les biens et services, il est inséré un paragraphe 1-0 ainsi rédigé :

« Paragraphe 1-0 : Les véhicules n'étant pas assujettis aux taxes prévues par le titre II du Livre I^{er}

« Les véhicules acquis par les services départementaux d'incendie et de secours pour assurer leurs missions prévues au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales ne sont soumis à aucune de ces taxes. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

III. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration de la dotation globale de fonctionnement et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

IV. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration de l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à exempter de taxes les véhicules acquis par les services départementaux d'incendie et de secours.

Sont visés d'exemption les taxes : sur l'immatriculation des véhicules, sur l'affectation des véhicules à des fins économiques, sur le renouvellement du permis de conduire, sur les autoroutes concédés, sur l'utilisation par les poids lourds de certaines voies du domaine public routier.

Cet amendement permet de soutenir directement les pompiers dont le matériel serait notamment soumis à un malus poids, ce qui paraît évidemment absurde. La transition écologique ne doit pas mettre en danger nos SDIS par des mesures fiscales punitives.